

**MAIRIE LE VAL**  
5, Place de la libération  
83143 LE VAL



Tél. : 04-94-37-02-20

contact@mairie-leval.fr

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU VENDREDI SEPTEMBRE 2022**

**CONVOCATION**

Le Vendredi 9 septembre 2022, nous, Jérémy GIULIANO, Maire de Le Val, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le Vendredi 16 septembre 2022 à 18h30 Salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ADMINISTRATION GENERALE**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 8 juillet 2022

**FINANCES**

2. Indemnités du Maire, des Adjointes et des Conseillers Municipaux titulaires de délégation de fonction : revalorisation du point d'indice de la fonction publique
3. Mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57
4. Décision modificative n°3 (DM 3) : écritures d'ordre entre sections et financement de la lutte contre les inondations

**SUBVENTIONS**

5. Suppression de postes et mise à jour du tableau de effectifs

**RESSOURCES HUMAINES**

6. Modification du règlement intérieur des temps périscolaires et extrascolaires à compter de l'année 2022/2023

**ENFANCE**

7. Modification de la délibération n°2022-072 portant sur l'instauration de la tarification sociale de la cantine à 1 €

Envoyé en préfecture le 26/10/2022

Reçu en préfecture le 26/10/2022

Affiché le

ID : 083-218301430-20221021-2022\_084-DE

## **PRESEANCE DU CONSEIL**

Bonsoir et bonne reprise à toutes et à tous. Voici le compte-rendu informatif des réalisations de la commune depuis le dernier conseil municipal :

### **Cet été :**

- **Les festivités de l'été :** Nous avons eu un vrai été, les festivités se sont extrêmement bien déroulées.

Durant 2 ans, il a été compliqué de les organiser. Je tiens à remercier les agents, les élus qui, malgré la période de complexité liée à la covid, ont maintenu les festivités. Nous avons amené du monde pour chaque événement. Les villes et villages limitrophes parlent du Val, Le Val est vivant.

Ces fêtes permettent de relancer une dynamique au village, de faire travailler les commerces, de faire tourner la commune et le vivre ensemble.

Il y a eu de nombreux spectacles avec presque 700 personnes sur la place de la mairie au début de l'été pour le groupe Aïoli, des séances de cinéma, de théâtre, la fête patronale de la Saint Cyriaque dans son nouveau format avec des manifestations gratuites, la foire à la saucisse,...

**M. Jean CULINATI :** je tiens à remercier les services techniques pour leur réactivité et leur dévouement.

**M. le Maire :** cette année, nous avons vu le lien qu'il y a eu entre la manifestation organisée par la Confrérie et la mise à disposition technique de la municipalité, au vu des énormes moyens à mobiliser. Je tiens à remercier Michel qui s'est dévoué pour être l' élu d'astreinte durant la foire. Il n'y a pas que lui mais il a été très mobilisé. Beaucoup de monde sur la foire le samedi, le dimanche encore plus.

Les repas se sont très bien passés, le feu d'artifice était très beau.

Merci Jean d'avoir porté ce flambeau toutes ces années, 25 ans !

- **Lancement de l'été des artisans :** géré par Jeanne et Christian côté élu et par Sandra côté agent municipal.

L'idée était de permettre à des artisans de s'installer le temps des week-ends de l'été et d'ouvrir une partie de nos musées en accès libre aux visiteurs, aux habitants.

Cet événement a très bien fonctionné, les artisans souhaitent revenir. L'année prochaine, nous allons élargir l'accueil des artisans en tenant compte de ce qui a fonctionné et de ce qui a moins bien fonctionné.

Je remercie Jeanne d'avoir été présente tous les week-ends.

**La rentrée des écoles :** rentrée en musique sur le thème du jazz. Ce n'est pas forcément une musique que les enfants ont l'habitude d'écouter mais nous avons envie de les surprendre en découvrant ce style de musique : l'éducation passe aussi par l'initiation.

La rentrée s'est très bien passée. Les services techniques sont intervenus aux écoles durant l'été pour faire les entretiens. Les directrices étaient très satisfaites, les enseignants très contents. La commission école est très active pour accompagner cette rentrée. Elle travaille actuellement sur l'installation du futur conseil municipal des enfants.

Des travaux sont à reprendre côté restauration scolaire et notamment la tarification sociale de la cantine à 1 €, nous en parlerons tout à l'heure.

Lors du discours de la rentrée, il a été expliqué la difficulté des 2 entrées qui posent un problème pour la maternelle et l'élémentaire. Il y a beaucoup d'insatisfaction.

J'ai reçu une délégation qui m'a remis une pétition. Nous avons beaucoup échangé, l'important c'est le dialogue mais je leur ai fait part de mon étonnement puisque les parents n'étaient pas au courant du projet qui avait été voté au printemps dernier par les 2 conseils d'école sur la création d'un chemin piétonnier. Je salue leur

démarche pour avoir porté la parole en nous apportant cette pétition mais je leur ai dit que nous travaillons déjà sur ce dossier et que pour cela, nous avons besoin de lever plusieurs verrous. Nous continuons à y travailler cette année pour assurer un meilleur confort aux familles au courant de l'année scolaire.

Avant l'ouverture unique, c'était une dérogation qui date d'environ 15 ans, une dérogation est un régime provisoire, rien n'a été fait auparavant. Nous y travaillons afin de corriger cette négligence.

Nous avons fait une demande de subvention pour réaliser ces travaux mais il faut surtout que l'académie accepte la création d'un groupe scolaire pour pouvoir fusionner les 2 écoles en une seule école et permettre ces 3 entrées prévues pour permettre ce cheminement piétonnier afin de sécuriser les familles. Les parents ont très bien compris et sont repartis satisfaits que l'équipe municipale se préoccupe de cette problématique.

Je propose que nous écrivions un courrier à l'ensemble des parents puisque la parole n'a pas été relayée. Ce courrier présentera le projet, expliquera pourquoi nous en sommes là, en leur demandant un peu de patience pour cet inconfort.

Nous travaillons aussi sur l'organisation d'une passerelle en essayant de faire sortir les enfants d'une fratrie par une sortie unique.

Nous nous soucions beaucoup de l'école mais il faut nous laisser le temps de travailler les projets, en l'espace de 2 ans, nous faisons beaucoup pour les écoles.

**Inauguration du monument départemental de la FNACA le 18 octobre 2022 :** en tant que conseillère et conseiller municipal, vous allez toutes et tous être conviés. Je suis content que ce monument soit terminé, qu'il respecte les conditions prises avec la FNACA comme ils s'y étaient engagés. Il est important de respecter la convention. L'inauguration aura lieu en présence de M. le Préfet du Var et de différentes personnalités parlementaires, politiques ainsi que le tissu associatif départemental.

Monsieur le Maire ouvre la séance du conseil municipal à 18h49.

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué le **Vendredi 9 septembre 2022** s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, le **Vendredi 16 septembre à 18h30 préséance, 18h49 ouverture de la séance**, sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO**, Maire.

**A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :**

**Présents** : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Christian **BENTOUMI** - Anastasia **BRENGUIER** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Anaïs **DUFEUX** - Max **FABRE** - Marie-Sylvie **GROVER** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Josiane **VILAIN**.

**Représentés** : MM. Laurence **BERLEMONT** représentée par Julien **LASSAUQUE** - Patrick **FALANTIN** représenté par Max **FABRE** - Norbert **GIRAUD** représenté par Alain **ALBERTI** - Franck **JAMAIN** représenté par Jean **CULINATI** - Colette **LAIRE** représentée par Géraldine **DUDON** - Georges **AYMONIN** représenté par Josiane **VILAIN**.

**Absents** : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Olivier **BARALE**.

**Soit 19 présents, 6 absents ayant donné pouvoir, 2 absents, soit 25 votants.**



Après avoir procédé à l'appel nominatif et constaté l'existence du quorum, M. le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Gisèle CONFORTI** pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

**Les points suivants de l'ordre du jour ont été débattus et mis au vote :**

L'ordre du jour comporte 7 délibérations.

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1 – Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 8 juillet 2022

**Rapporteur : M. Jérémy GIULIANO**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2022.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.

## FINANCES

### 2 – Indemnités du Maire, des Adjointes et des Conseillers Municipaux titulaires de délégation de fonction : revalorisation du point d'indice de la fonction publique

**Rapporteur : M. Jérémy GIULIANO**

Nous aurions pu la voter en même temps que la revalorisation des agents. C'est la loi du mois de juillet qui revalorise tous les salaires et indemnités.

L'indice brut terminal de la fonction publique servant de base au calcul des indemnités des élus a été revalorisé (+3,5%) au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (décret n°2022-994).

Cette revalorisation impacte le montant des indemnités de fonction des élus disposant d'une délégation, et nécessite une actualisation de la délibération fixant ces indemnités.

L'indice brut terminal (actuellement indice 1027) est porté à 4 025,53 euros. En conséquence il convient de fixer la nouvelle enveloppe maximale mensuelle brute servant de calcul aux indemnités ainsi qu'il suit :

- L'indemnité mensuelle de fonction du Maire est égale au maximum à 55 % de l'indice brut terminal, soit  $4\,025,53\,€ \times 55\% = 2\,214,04\,€$

- L'indemnité globale mensuelle de fonction des 6 Adjoints est égale au maximum à 22 % de l'indice brut terminal, soit  $4\,025,53 \times 22\% \times 6$  adjoints = 5 313,72 €
- **L'enveloppe mensuelle maximale pour le calcul des indemnités (Maire + adjoints) est donc fixée à  $2\,214,04 + 5\,313,72 = 7\,527,76$  €**

Le taux d'indemnisation fixé pour chaque élu reste inchangé par rapport à précédemment. Seul le montant brut augmente.

Pour anticiper les évolutions futures (augmentation du point d'indice ou revalorisation de sa valeur), il est proposé au conseil que la présente délibération fasse uniquement référence à « l'indice brut terminal » sans mention de la valeur du point et sans montants en euros, afin que celle-ci reste juridiquement valable à l'occasion des prochaines évolutions, cette procédure étant réglementaire.

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-020 du 26 mai 2020 fixant le nombre des adjoints,

Vu le tableau du Conseil municipal,

Vu les arrêtés du Maire portant délégation de fonction aux Adjoints,

Vu les arrêtés du Maire portant délégation de fonction aux Conseillers Municipaux,

Considérant que la répartition des indemnités de fonction entre le maire, les adjoints et les conseillers municipaux doit se faire dans le respect des articles 2123-23 et suivants du CGCT et sans dépasser le montant de l'enveloppe maximale annuelle réglementaire,

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- D'approuver la répartition des indemnités de fonction aux taux figurant dans le tableau ci-après.

Fonctions	Prénom-Nom	Pourcentage de l'indice brut terminal
<b>Maire</b>	<b>Jérémy Giuliano</b>	51,45%
Adjoint 1	<b>Christian Bentoumi</b>	12.86%
Adjoint 2	<b>Corinne Rinaudo</b>	12.86%
Adjoint 3	<b>Alain Alberti</b>	12.86%
Adjoint 4	<b>Colette Laire</b>	12.86%
Adjoint 5	<b>Max Fabre</b>	12.86%
Adjoint 6	<b>Michel Maurel</b>	12.86%
CM (délégué)	<b>Gisèle Conforti</b>	7,73%
CM (délégué)	<b>Anastasia Brenguier</b>	0%
CM (délégué)	<b>Géraldine Dudon</b>	6,89%
CM (délégué)	<b>Laurence Berlemont</b>	0%
CM (délégué)	<b>Luc Perney</b>	7,73%

CM (délégué)	Julien Lassauque	7,73%
CM (délégué)	Sophie Argouarc'h	0%
CM (délégué)	Norbert Giraud	0%
CM (délégué)	Anaïs Dufaux	3.86%
CM (délégué)	Steve Courdouan	0%
CM (délégué)	Christian Lefevre	12.86%
CM (délégué)	Colette Alexandre	0%
CM (délégué)	Jean Culinati	3.86%
CM (délégué)	Marie-Sylvie Grover	0%
CM (délégué)	Patrick Falantin	0%
CM (délégué)	Jeanne Cavallaro	7,73%
CM (délégué)	Franck Jamain	0%
CM 18	Olivier Barale	0%
CM 19	Josiane Vilain	0%
CM 20	Georges Aymonin	0%

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.  
Vote : Adopté à l'unanimité.

### **3 – Mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57**

#### **Rapporteur : M. Alain ALBERTI**

La nomenclature budgétaire et comptable M57 doit être mis en place dans les collectivités au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Elle présente la particularité de pouvoir être appliquée par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Elle reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Elle étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires :

- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits



entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Pour la commune du Val, qui ne dispose plus de budgets annexes (les budgets Eau et Assainissement ont été transférés à la CAPV), la mise en place de la M57 ne concerne donc que le budget principal.

L'adoption de la nomenclature M57 entraîne deux obligations :

- Tout d'abord, la commune devra adopter avant le début de l'exercice comptable 2023, un règlement budgétaire et financier ;
- D'autre part, un travail de fiabilisation de l'actif immobilisé de la commune doit être mené en coordination avec notre comptable assignataire.

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu l'arrêté interministériel du Ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du Ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Considérant que la commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2023,

Considérant que cette norme comptable s'appliquera au budget principal de la commune, mais sera étendu automatiquement aux budgets annexes si certains devaient être créés,

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- D'autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la commune du Val et le passage à la nomenclature M57.
- D'autoriser monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour précision, pour chaque collectivité, il y a des nomenclatures spécifiques. Nous avons la M14 qui devient la M57, le Département avait la M52 et la Région M71. Tout est regroupé, ce n'est pas plus mal, toutes les collectivités auront une nomenclature identique calée sur celle de la Région.

Monsieur le Maire remercie M. Alain ALBERTI.

L'autre possibilité que nous avions était de retarder ce passage. Nous avons tout intérêt à le faire au plus tôt, au moins si nous avons quelques écueils, la trésorerie pourra nous accompagner avant que ce soit obligatoire. Il sera plus simple pour la trésorerie de travailler avec une nomenclature commune.

**M. Alain ALBERTI** : il va falloir s'y adapter. Le gros du travail est la fiabilisation au niveau de l'actif immobilisé dans le cadre de cette nomenclature.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.

#### **4 – Décision modificative n°3 (DM 3) : écritures d'ordre entre sections et financement de la lutte contre les inondations**

**Rapporteur : M. Alain ALBERTI**

##### 1- Ecritures d'ordre

Fin 2021, la commune a émis un titre de recettes auprès d'un opérateur téléphonique dans le cadre d'une convention de prise en charge partielle des travaux électriques sur le site du forage Notre-Dame.

Ce titre de 28 778,52 € doit être annulé car il ne doit pas être libellé à l'ordre de l'opérateur, mais à celui d'une de ses filiales chargées du financement des travaux.

Un nouveau titre a donc été émis, et la commune doit émettre un titre annulatif sur exercice précédent au chapitre 67 (dépenses exceptionnelles), chapitre qui n'est pas suffisamment doté.

Il convient donc de réaliser les opérations suivantes :

- Réduction du chapitre « dépenses imprévues » de la section d'investissement de 20 000 € ;
- Virement de cette somme vers la section de fonctionnement ;
- Intégration de cette somme en section de fonctionnement ;
- Virement complémentaire au sein de la section de fonctionnement de 6 000 € depuis le chapitre « dépenses imprévues » vers le chapitre « charges exceptionnelles ».

Ces opérations se traduisent par les écritures comptables suivantes :

		BP 2022	DM2 (virement de crédits n°1 )	DM3	TOTAL
Chapitre 020	DEPENSES IMPREVUES	73 751,80	-50 000,00	-20 000,00	3 751,80
Chapitre 021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 342 396,35		-20 000,00	2 322 396,35
Chapitre 023	VIREMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 342 396,35		-20 000,00	2 322 396,35
Chapitre 022	DEPENSES IMPREVUES	16 643,65		-6 000	10 643,65
Chapitre 67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5000		26 000	31 000



## 2- Financement de la lutte contre les inondations

Suite aux inondations de l'automne dernier, de nombreux fossés en bord de routes et autres ouvrages pluviaux ont été soit détériorés soit colmatés par les boues.

La collectivité a donc lancé un marché public en vue de la remise en état de tous les fossés communaux (curage et reprofilage) et pour l'hydrocurage des buses et autres ouvrages enterrés.

Ces travaux estimés à un peu plus de 70 000 € n'étaient pas inscrits au budget primitif de la collectivité.

Pour les financer, il est proposé de basculer les crédits disponibles depuis l'opération « entretien des chapelles » vers l'opération « voirie ».

Cela se traduit par les écritures comptables suivantes :

		BP 2022	DM2 (virement de crédits n°1)	DM3	TOTAL
Opération 367	CHAPELLES	82 235,95		-80 000	2 235,95
Opération 317	VOIRIE VILLAGE	136 720,00	20 000,00	80 000	236 720,00

Il est demandé à l'assemblée délibérante de :

- D'adopter la décision modificative n°3 du budget principal de la commune résumée ci-dessous :

		BP 2022	DM2 (virement de crédits n°1 )	DM3	TOTAL
Opération 367	CHAPELLES	82 235,95		-80 000	2 235,95
Opération 317	VOIRIE VILLAGE	136 720,00	20 000,00	80 000	236 720,00
Chapitre 020	DEPENSES IMPREVUES	73 751,80	-50 000,00	-20 000,00	3 751,80
Chapitre 021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 342 396,35		-20 000,00	2 322 396,35

Monsieur le Maire remercie M. Alain ALBERTI.

**Mme Anastasia BRENGUIER :** est-ce que le budget pour la chapelle pourra être reporté à l'année prochaine ? Ce n'est pas abandonné ?

**M. Alain ALBERTI :** absolument. C'est une priorité, nous avons budgété un certain montant pour la chapelle pour effectuer les travaux à l'intérieur de celle-ci. Nous proposons de le faire différemment car il est plus judicieux de répondre à la gestion

des risques naturels comme la chapelle n'est plus en danger à ce jour, elle est hors d'air et hors d'eau.

**M. le Maire :** pour expliquer le contexte de cette DM. Le nettoyage des fossés, ce n'est pas aujourd'hui que nous le réalisons. Je le dis bien car nous avons beaucoup de demandes. Nous arrivons à la date anniversaire des inondations du 4 octobre 2021. Après les inondations, nous nous sommes surtout préoccupés des habitants, nous les avons accompagnés, réhébergés, nous avons jeté, trié, loué des bennes qui ont coûté plus de 20 000 € à la commune. Durant les 6 premiers mois, nous avons géré cette situation et ensuite nous avons lancé un diagnostic fin, et d'ailleurs j'en profite pour remercier Max et Julien qui ont travaillé sur la reprise des fossés. Il y a une toute nouvelle cartographie fine de l'existence de nos fossés, il faut savoir qu'ils n'étaient plus gérés depuis de nombreuses années. Une cartographie numérique a été réalisée par SIG afin de reporter et d'estimer les métrages. A la fin du printemps, début de l'été, nous avons lancé un marché pour recruter une entreprise pour la réalisation des travaux de curage des fossés. C'est à partir de ce moment-là que nous avons eu un montant à allouer et nous nous sommes aperçus que ce montant ne rentrait pas dans le budget initialement prévu, on ne s'attendait pas à une telle somme. 70 000 € est une somme colossale. Il va falloir intégrer de nouvelles dépenses du fait de ce changement climatique. Il y a 2 choses : la remise en état de nos ouvrages et après il y aura une réfection au sein de nos services. Est-ce que le maintien classique se fera en régie ? ou en délégation ? Il y a une question à se poser. Si demain nous avons le même épisode de pluie, les fossés vont se remplir de manière complète en un seul épisode. Nous payons aussi un retard important.

L'idée est de remettre en état rapidement nos ouvrages et après il faudra réfléchir sur la stratégie à développer pour la reprise de l'entretien de notre patrimoine.

Pour information, nous avons eu une réunion avec les services de l'Etat, certains sinistrés pensent que nous ne faisons rien car oui ils ont l'impression qu'il ne se passe rien devant leur maison mais ce sont des dossiers à monter qui représentent énormément de travail. Je remercie d'ailleurs les services, les agents, les élus pour le temps passé sur ces dossiers.

Nous avons bien précisé que cela prendrait plus d'un an, nous arrivons à la date fatidique « anniversaire » donc forcément un stress réapparaît dès que nous avons un orage pour les administrés. Nous ne dormons pas non plus lorsqu'il y a un orage car nous nous demandons à quelle sauce nous allons être mangés. Nous comprenons, nous devons continuer à accompagner et donner des éléments de réponse à nos concitoyens.

Lundi, nous avons une nouvelle réunion avec les services de l'Etat pour faire le point sur le fonds Barnier et en octobre, nous pourrions réunir les habitants les plus exposés pour faire un point sur la situation de leur dossier. L'Etat s'est engagé à instruire notre dossier d'ici la fin de l'année. Ce qui représente un délai très court car habituellement les dossiers sont traités plusieurs années après. Nous espérons pouvoir tenir ces délais, nous mettrons la pression pour les tenir.

Nous avons aussi l'équipement de la station de surveillance du lac du Carnier pour le débordement afin d'alerter et évacuer rapidement les administrés. Nous avons demandé un devis pour estimer le coût, c'est un coût que la collectivité va devoir supporter et qui n'était pas prévu. Ce sont des compétences de l'ordre national, ce n'est pas aux collectivités de supporter ce genre de coût mais si nous voulons préserver rapidement, soit nous payons, soit nous attendons que ce soit fait. Je propose plutôt que nous investissons pour nous sécuriser. Nous demanderons des comptes à l'Etat après. Nous ne pouvons pas dire aux habitants comme l'Etat ne fait pas, nous ne faisons pas non plus, ce n'est pas possible, je ne peux pas l'entendre.

Cela demande de reprioriser nos projets, nos finances.



**M. Steve COURDOUAN** : je voulais juste savoir si l'état actuel des caniveaux est au moins satisfaisant pour cette saison qui va arriver. Sinon, comme tu as dit que ce ne serait pas fait demain, sous quel délai ?

**M. le Maire** : si pardon. Pas demain, c'est au niveau du fonds Barnier, le rachat des maisons par l'Etat et la démolition des maisons. En revanche, nous avons lancé le marché cet été pour avoir avant la fin de l'été les entreprises et contracter avec elles le marché. Lorsque nous avons reçu les offres, la CAO a été réunie en urgence et les entreprises sont venues visiter pour s'assurer qu'ils avaient bien le bon matériel pour répondre à notre marché. Le marché est prévu sur une année complète à compter de la signature mais ils vont attaquer le nettoyage dès le mois d'octobre. Nous allons nous occuper des fossés les plus importants, les plus à risques, les plus exposés et nous ferons les autres par la suite.

**M. Steve COURDOUAN** : 2<sup>ème</sup> question, au moins le curage, le faire en régie ?

**M. le Maire** : aujourd'hui, non.

**M. Luc PERNEY** : nous ne pouvons pas le faire en régie car il y a un énorme travail à faire, ce serait totalement irréalisable. Nous avons dû faire en sorte que ce soit rapide et que ce soit sécurisé dans les délais. Après, l'entretien pourra être réalisé en régie mais cette partie-là est trop importante.

**M. le Maire** : après, il faut que nous soyons efficaces. Une fois que nous aurons réalisé la reprise, il faudra assurer l'entretien. Nous allons faire des devis et comparer les coûts en régie et en délégation par une entreprise, poser le pour et le contre et nous déciderons ensemble.

Le problème, ce sont les pluies que nous n'avions pas auparavant. C'est ce qui m'inquiète pour la suite.

**M. Steve COURDOUAN** : c'est juste un commentaire et pas un problème Valois. De ce que j'ai pu voir dans mon travail, du côté de Toulouse, ils n'ont pas la même météo, inconcevable pour eux d'avoir un système pluvial sale. Ils ont déjà des soucis en ayant des bons équipements propres, je pense que ce serait bien au moins en termes d'entretien que ce soit la même chose pour Le Val. C'est comme une maison, il faut l'entretenir jour après jour plutôt que de remettre en état tous les ans.

**M. le Maire** : tout à fait, c'est exactement ce que nous mettons en place. Je serai satisfait lorsque tout sera nickel. Nous devons coordonner cet entretien-là, nous y veillerons et nous ferons le bilan.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.

## **SUBVENTIONS**

### **5 – Demande d'un fonds de concours pour l'année 2022**

#### **Rapporteur : Mme Max FABRE**

Comme vous le savez, les courts de tennis communaux sont dans un état lamentable. Ils ont aussi été abandonnés, comme les fossés.

Nous avons fait chiffrer les réparations, il y en a pour 100 000 €, c'est donc pour cela que nous faisons cette demande de fonds de concours pour l'année 2022.

Lecture de la délibération :

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 35 ;

Vu l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération de la Provence verte ;



Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5 ;

Vu la délibération n° 2020-384 du Conseil de Communauté du 11 décembre 2020 portant approbation du règlement d'attribution et de gestion des fonds de concours communautaires au profit des Communes-membres ;

Considérant que la Commune du VAL souhaite réfectionner totalement les deux courts de tennis et que dans ce cadre il est envisagé de demander un fonds de concours à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

Considérant qu'en vertu de la règle du cofinancement, le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part de financement assurée, hors subvention, par la commune bénéficiaire du fonds de concours ;

Considérant le plan de financement correspondant ci-après :

Plan de financement de « Réfection des courts de tennis »				
DEPENSES H.T.		RECETTES		
Montant des travaux	100 000 €	CA Provence Verte	30 000 €	30 %
		Autofinancement	70 000 €	70 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>100%</b>

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- D'approuver le plan de financement.
- De solliciter un fonds de concours auprès de la Communauté d'Agglomération Provence Verte à hauteur de 30 000 €, correspondant à 30 % du montant des dépenses subventionnables.
- D'autoriser le Maire à signer que tout acte afférant à cette demande.

Monsieur le Maire remercie M. Max FABRE.

Nous nous préoccuons des courts de tennis depuis un moment. Je tiens à remercier les élus qui ont suivi les visites avec les différentes entreprises pour établir les devis. Nous sommes prêts pour lancer le chantier.

La demande est adressée à l'Agglomération et plafonnée à 30 %, c'est pour cela que le plan de financement est calé ainsi, mais je sais que nous avons le droit à un reliquat sur la subvention du Département pour les projets. Ce que je vous propose, c'est de faire par la suite une demande au Département pour compléter et arriver au moins à 70 voire 80 % de financement et donc supporter 20 à 30 %, ce qui représente entre 20 et 30 000 €, montant beaucoup plus raisonnable.

C'est vraiment important de prévoir des travaux car il y a énormément d'adhérents dans cette association, le nombre a encore augmenté cette année. Un grand travail est fait auprès des jeunes, c'est une association vivante, dynamique et intergénérationnelle et nous nous devons de les accompagner.

Il faut savoir que les courts sont utilisés par l'association mais nous pouvons aussi les louer en passant par le Café des Sports. Elles peuvent être un atout pour les touristes de l'aire de camping-car ou autres.

**M. Steve COURDOUAN** : juste un commentaire, il y a aussi des subventions qui peuvent être allouées par la ligue de tennis.

**M. le Maire** : tout à fait. Je me suis rapprochée de Mme la Présidente, elle m'en a parlé. Dès que nous aurons tous les éléments, nous solliciterons la ligue de tennis. Nous allons travailler avec l'association car il n'y a pas que les courts, il y a aussi les grillages, un gros travail doit être réalisé.

**M. Christian BENTOURI** : ma question concerne les éclairages. Est-il prévu de revoir l'éclairage dans le cadre des 100 000 € ? Au niveau du tennis, les éclairages sont allumés très tôt sinon ils ne voient plus les balles de tennis, ils n'attendent même pas la nuit et j'ai reçu de nombreuses remarques : il fait jour et le tennis laisse la lumière allumée. Je suis allé demander pourquoi et on m'a expliqué qu'à une certaine heure on ne voit plus les balles de tennis.

**M. le Maire** : non, l'éclairage n'est pas prévu dans le montant des 100 000 €. Colette LAIRE n'est pas présente mais c'est elle qui a en charge la partie transition énergétique. Il y a bien évidemment une réflexion globale à avoir sur le passage aux leds et aux basses consommations d'énergie. Nous allons organiser une réunion préparatoire avant car il va falloir que l'on soit solidaire face à la consommation énergétique à l'échelle nationale. Il y a plusieurs pistes d'exploration nous en avons déjà parlé, l'éclairage public, les consommations des bâtiments, etc...

2 audits seront réalisés très prochainement pour les bâtiments administratifs de la mairie et des écoles pour passer en basse consommation. Pour les éclairages, j'ai déjà identifié le tennis et le stade de foot qui sont de gros consommateurs d'énergie. Des dispositifs existent pour beaucoup moins consommer en éclairant aussi bien.

**M. Max FABRE** : le problème des leds sur les terrains de sport est qu'il faut descendre les mâts beaucoup plus bas et cela gêne pour jouer. Le mieux est de jouer quand il fait jour.

**M. le Maire** : il y a un compromis à faire. Il y a un juste milieu à trouver notre réseau national est sous tension, nous avons donc encore plus d'efforts à faire.

Hier, j'ai rencontré la directrice départementale ENEDIS et elle m'expliquait que des campagnes télévisées sont prévues pour sensibiliser la consommation énergétique. Au courant de l'hiver, s'il fait vraiment très froid, il est certain qu'il y aura des coupures, à savoir qu'un degré en moins sur la saison d'hiver correspond à peu près à une centrale nucléaire. Le quart sud-est de la France sera concerné par ces coupures au vu de l'état de notre réseau. Les coupures seront de 2 heures, nous le saurons la veille pour le lendemain. Il va falloir réfléchir à l'organisation de certains services comme celui de la restauration scolaire.

**Mme Anastasia BRENGUIER** : il est prévu de lancer un appel d'offres ?

**M. le Maire** : oui. L'idée est de lancer le marché au plus vite pour démarrer les travaux le plus vite possible. Il faudra voir avec l'association à quelle période il est judicieux de commencer les travaux.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.

## RESSOURCES HUMAINES

### 6 – Suppression de postes et mise à jour du tableau de effectifs

**Rapporteur : M. Alain ALBERTI**

Je vous rassure, nous gardons les agents, la suppression de poste est juste administrative. Les postes sont ouverts mais ils ne sont pas occupés.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 Mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 08 Septembre 2022,

Considérant ce qui suit :

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire de service.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée, que le tableau des effectifs doit être modifié considérant la nécessité de supprimer 12 postes non pourvus au sein de la Collectivité dû à des départs en retraite, mutations, rupture conventionnelle, disponibilité, .....

Monsieur le Maire propose la suppression des postes suivants :

- Catégorie A : 2 attachés principaux,  
2 attachés.
- Catégorie C : 1 Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe,  
2 Adjoints administratifs principaux de 2<sup>ème</sup> classe,  
1 brigadier-chef principal,  
2 adjoints d'animations,  
1 agent de maîtrise,  
1 Adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe.

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- De décider la suppression des 12 postes non pourvus,
- De décider la modification du tableau des effectifs tel que présenté en annexe.

Monsieur le Maire remercie M. Alain ALBERTI.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.



## ENFANCE

### **7 – Modification de la délibération n°2022-072 portant sur l'instauration de la tarification sociale de la cantine à 1 €**

#### **Rapporteur : Mme Géraldine DUDON**

Cette délibération a été votée à l'unanimité le 8 juillet 2022. Nous sommes juste sur un détail d'écriture, c'est-à-dire que lors de la dernière délibération, il n'était pas précisé la date d'application au 1<sup>er</sup> septembre 2022. La Préfecture nous a donc demandé d'inscrire la date de mise en application sur la délibération.

Lecture de la délibération :

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019, l'Etat soutient la mise en place de la tarification sociale dans les cantines scolaires, pour permettre aux enfants des familles les plus modestes de manger à la cantine pour 1€ maximum.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2021, le montant de l'aide de l'Etat est porté de 2 € à 3 € par repas facturé à 1 € maximum depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Notre commune étant éligible à la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale (D.S.R.), elle peut bénéficier du dispositif sous réserve que :

- La grille tarifaire de restauration scolaire prévoit au moins trois tranches, calculées selon les revenus des familles ou idéalement le quotient familial ; au moins une tranche doit être inférieure ou égale à 1 € et une supérieure à 1 €.
- Une délibération fixe cette tarification sociale, avec une durée fixée ou illimitée.

Pour acter ce dispositif un formulaire d'identification et une convention triennale sont à remplir et à signer.

Par le biais de cette délibération, Monsieur le Maire est autorisé à signer les documents énoncés ci-dessus et à solliciter cette aide financière de l'Etat.

Il est convenu que cette tarification sociale durera tant que le dispositif d'aide de l'Etat durera lui-même.

La date d'application de cette tarification prendra effet le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Ci-dessous la nouvelle grille tarifaire :

<b>Tarif</b> <b>Repas Cantine</b>  12h00/13h20 11h50/13h30	
QF inférieur ou égal à 499€	0,50 €
QF compris entre 500 et 999€	0,75 €
QF compris entre 1000 et 1499€	1,00 €
QF compris entre 1500 et 2000€	2,50 €
QF supérieur à 2000€	3,50 €

Il est demandé à l'assemblée délibérante :

- D'accepter la nouvelle grille tarifaire de la restauration scolaire.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le formulaire d'identification et la convention triennale.
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter cette aide financière de l'Etat.

Monsieur le Maire remercie Mme Géraldine DUDON.

**M. le Maire :** un papier sera remis aux familles pour la tarification à 1 €, c'était une demande du conseil municipal car ce dispositif d'Etat permettant de prendre en charge une bonne partie de la tarification de la cantine ne sera pas éternel. Il est bien précisé que le jour où le dispositif s'arrêtera, la collectivité ne pourra pas absorber le coût de ce dispositif avec tous les tarifs qui augmentent (énergie, alimentaire et autres...).

**M. Steve COURDOUAN :** alors moi, je suis très content que nous puissions faire une action comme celle-ci mais ce qui m'inquiète, nous le voyons aux informations, c'est que beaucoup de communes ont l'effet inverse par rapport à ces augmentations. Je voudrais que l'on me rappelle l'obligation de l'Etat de passer plus tard dans l'alimentation bio ?

**M. le Maire :** oui, c'est la loi EGALIM.

**M. Steve COURDOUAN :** donc comment allons-nous faire pour absorber l'augmentation de tout plus le bio ?

**M. le Maire :** il faut savoir que l'Etat compense. Pour 1 € versé par une famille, l'Etat donne 3 €, ce qui représente 4 € dans le cadre de la délibération en question. C'est un peu plus que ce que nous pouvions percevoir dans certains cas de familles. Il y avait déjà une application réduite pour beaucoup de familles donc le fait que l'Etat prenne le relais, cela va nous permettre de compenser la hausse des produits.

Nous travaillons sur la loi EGALIM avec le service de la restauration scolaire depuis maintenant 3 ans. Nous avons mis en place le repas obligatoire végétarien et nous travaillons également sur les portions. A l'échelle de l'Agglomération, le PAT, projet alimentaire territorial, dont j'ai la délégation, permet d'accompagner les cantines à ne pas absorber de coûts tout en ayant plus de bio et plus de qualité. Jusqu'à maintenant, nous faisons beaucoup de gaspillage, une pomme bio coûte beaucoup plus chère qu'une pomme non bio, sauf que nous donnions des pommes entières aux petits et un petit ne mange pas forcément une pomme entière. Ce que nous faisons maintenant, c'est que nous donnons des pommes à la découpe et si l'enfant en souhaite à nouveau, il peut se resservir. Pour les yaourts, plutôt que d'avoir des pots individuels, nous passons petit à petit à des pots collectifs que nous versons dans des ramequins, c'est rationnel. L'idée est d'avoir plus de qualité tout en faisant des économies et moins de gaspillage. Nous allons aussi instaurer un travail sur les petites faims, moyennes faims et grandes faims.

Les déchets restants vont dans le compost de l'école, ce qui nous permet de réinjecter le compost dans les bacs de fleurs et surtout de diminuer le coût de fonctionnement puisque le coût des ordures ménagères a augmenté. La collectivité déclare ses bacs à l'année, il faut savoir que le prix d'un bac est de 3000 €. Plus nous réduisons nos déchets, moins nous payons et nous allégeons les déchets à l'échelle de notre territoire. Nous ne payons pas pour les produits recyclables mais nous payons pour les déchets ménagers.

**Mme Anastasia BRENGUIER :** l'aide est indexée sur le quotient familial ?

**M. le Maire :** oui, tout à fait. L'idée de la mise en place de la tarification est liée au fait qu'il y ait une hausse des prix pour tout le monde et tant que nous pouvons accompagner les familles, nous le faisons, très peu de collectivité le font et pas toutes



sont éligibles. La CAF a également demandé de revoir tous les tarifs de prestations périscolaires, extrascolaires et restauration scolaire. Quand nous avons vu la tarification imposée, nous nous sommes aperçus que cela allait impacter la catégorie moyenne des familles et nous nous sommes dit que ce n'était pas possible car cela représentait une hausse de plus de 50 € par mois par enfant. Nous avons retravaillé les tarifs différemment en respectant les obligations de la CAF.

**M. Alain ALBERTI :** nous nous rendons compte que depuis la rentrée scolaire, il y a une montée en charge des repas prit à la cantine.

**M. le Maire :** oui effectivement. Les familles sont intéressées car en plus des tarifs bas, la pause est maintenant de 2 heures. Nous avons pressenti la chose, c'est humain, la cantine est à 1 €, les enfants mangent bien, il y a des activités durant la pause méridienne sauf qu'il ne faut pas que nous soyons en « surchauffe », nos infrastructures sont limitées, nous devons assurer la sécurité des enfants. C'est pourquoi, nous serons peut-être amenés à faire valoir une priorité aux familles dont les 2 parents travaillent et nous ferons une rotation pour les autres familles comme nous le faisons pour le centre aéré l'été.

Monsieur le Maire demande aux élus s'ils ont des remarques, des questions.

Vote : Adopté à l'unanimité.

Nous avons épuisé l'ordre du jour.

Les dernières décisions prises depuis le dernier conseil municipal sont :

- ✓ Attribution marché de Maîtrise d'œuvre réhabilitation du foyer haut 2ème phase ARCH
- ✓ Convention Mission d'accompagnement aménagement de jardins avec le CAUE VAR
- ✓ Octroi d'une concession trentenaire Monique EDÉ Vve NERI
- ✓ Contrat de sécurité d'aménagement du parking St Benoît BUREAU VERITAS
- ✓ Contrat de sécurité réhabilitation du foyer municipal BUREAU VERITAS
- ✓ Virement de crédits n°1 opérés depuis le chapitre 022
- ✓ Attribution Nettoyage bâtiments publics
- ✓ Attribution marché public SDAEP CEREK Territoires
- ✓ Attribution marché public ECP2 OTEIS
- ✓ Attribution marché public Curage fossés
- ✓ Décision élimination des archives
- ✓ Octroi d'une concession trentenaire Pascale NAWROCKI épouse GIMENEZ



Je n'ai pas reçu de questions écrites.

L'ordre du jour étant épuisé, je vous propose de clôturer la séance à 19 heures 40.

La secrétaire de séance,  
**Gisèle CONFORTI**

Le Maire,  
**Jérémy GUILIANO**

Envoyé en préfecture le 26/10/2022

Reçu en préfecture le 26/10/2022

Affiché le

ID : 083-218301430-20221021-2022\_084-DE